**Début du travail médico-légal pour exhumer 128 victimes de Cuelgamuros réclamées par leurs familles**

**Une équipe d’une quinzaine de techniciens participera à la recherche des corps et à l’analyse génétique pour les identifier.**

Vue de la façade principale de la basilique de la vallée de Cuelgamuros. *—* *Fernando Villar* */* *EFE*

MADRID 12/[06/2023 12:45](https://www.publico.es/archive/2023-06-12#analytics-noticia:fecha-actualizacion)

[**PUBLIC**](https://www.publico.es/author/publico#analytics-noticia:autor)**O**

Finalement. La lutte des proches de **128 victimes** de la guerre civile, la plupart des représailles franquistes, commencera à porter ses fruits à partir de ce lundi, lorsqu’une équipe d’une quinzaine de techniciens commencera les [tâches d’exhumation dans la vallée de Cuelgamuros](https://www.publico.es/politica/retos-nuevo-gobierno-psoe-oportunidad-historica-sacar-franco-valle-caidos.html#analytics-noticia:contenido-enlace).

Un laboratoire médico-légal a déjà été installé à l’intérieur de la basilique de la soi-disant, jusqu’à l’année dernière, la vallée des morts, afin que les experts puissent travailler, qui forment une **équipe multidisciplinaire** formée de six médecins légistes et de quatre membres de la police scientifique, en plus des archéologues, dentistes et généticiens.

L’objectif des agents sera d’aider à identifier les boîtes dans lesquelles les victimes sont enterrées, dans le cas où les numéros d’enregistrement ne sont pas visibles à l’œil nu, comme *l’a rapporté El País*. Les proches ont été informés ce matin du début du travail médico-légal, selon l’avocat Eduardo Ranz.



**Loi sur la mémoire démocratique**

Promu par le Gouvernement pour se conformer à la loi de la mémoire démocratique, le travail médico-légal débutera par la recherche de 18 corps situés dans la crypte de la chapelle du Saint-Sépulcre, au niveau 0.

Ensuite, les travaux se poursuivront aux niveaux 1, 2, 3 et 4 pour localiser 59 autres corps réclamés par leurs proches, dont ceux des frères **Manuel et Antonio Ramiro Lapeña**, originaires de Villarroya de la Sierra (Saragosse), abattus en 1936 par les franquistes. [Une décision de justice de 2016 a ordonné son exhumation](https://www.publico.es/politica/familiares-victimas-valle-caidos-elevan-queja-defensor-pueblo-siete-anos-dilaciones.html#analytics-noticia:contenido-enlace).

Au cours d’une deuxième phase, la recherche du reste des **128 corps** dans d’autres chapelles de la basilique sera achevée, selon des sources du ministère de la Présidence, des Relations avec les tribunaux et de la Mémoire démocratique.



[**Le Gouvernement reprend le travail d’exhumation de 118 victimes à Cuelgamuros**](https://www.publico.es/politica/gobierno-reanuda-trabajos-exhumar-118-victimas-cuelgamuros.html#analytics-noticia:relacionada)

**Exhumation dans la chapelle du Saint-Sépulcre**

La plupart des corps réclamés par leurs proches se trouvent dans la chapelle du Saint-Sépulcre, où les travaux seront effectués de l’étage inférieur vers le haut, pour consolider et consolider chacun des cinq étages où se trouvent les sépultures.

Ces tâches d’exhumation ont lieu « une fois que tous les obstacles juridiques, techniques et sécuritaires auront été sauvés », affirment les mêmes sources, qui ont précisé qu’elles se feront « dans un **acte de dignité et de** respect maximal pour ceux qui y sont enterrés ». Certains proches ont même attendu vingt ans pour que ce jour arrive.

[Le Gouvernement a repris les travaux d’exhumation en décembre dernier](https://www.publico.es/politica/gobierno-reanuda-trabajos-exhumar-118-victimas-cuelgamuros.html#analytics-noticia:contenido-enlace) avec une phase préliminaire de conditionnement pour permettre l’accès aux columbariums, sécuriser les structures architecturales et mettre en œuvre les protocoles de sécurité au travail nécessaires « pour une intervention de cette complexité », comme détaillé par le Ministère dans la notification envoyée aux proches.



**Recherche de corps et analyse ADN à Cuelgamuros**

Ce lundi commence l’intervention médico-légale elle-même, qui consistera en la recherche et la localisation des corps, dans la mesure où cela est techniquement possible, et les analyses génétiques correspondantes pouvant conduire à **des identifications**.

« Nous pouvons garantir que les médecins légistes qui prendront en charge cette tâche sont préparés et ont une grande expérience contrastée dans ce type d’enquêtes », explique le ministère. « L’intervention médico-légale sera développée à l’aide de protocoles reconnus à l’échelle internationale et des laboratoires de référence sont accrédités dans ce domaine. »

Enfin, une phase de conditionnement des columbariums aura lieu, améliorant les installations et les conditions de conservation des vestiges qui y sont enterrés.

**Resignification de Cuelgamuros**

La vallée de Cuelgamuros, située à San Lorenzo de El Escorial, abrite la plus grande fosse commune d’Espagne, avec 33 833 restes de victimes des deux côtés de la guerre civile. Cependant, la plupart des 128 qui seront exhumés lors de ces travaux sont des représailles du franquisme.

Leurs familles sont empêtrées dans un imbroglio judiciaire depuis des années après qu’une **décision historique** a reconnu en 2016 le droit de récupérer les corps des frères Lapeña, fusillés en 1936 et enterrés à Cuelgamuros, où jusqu’à récemment le dictateur Francisco Franco et le fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, étaient toujours enterrés.

La **loi de mémoire démocratique** prévoit également la « resignification » de cette enclave pour faire connaître les « circonstances de sa construction » et « la période historique dans laquelle elle s’insère », le tout dans le but de « renforcer les valeurs constitutionnelles et démocratiques ».

**Le Gouvernement se demande pourquoi Feijóo est « dérangé » par les exhumations dans la vallée de Cuelgamuros**

La porte-parole du gouvernement, Isabel Rodríguez, s’est demandé sur TVE pourquoi le président du PP, Alberto Núñez Feijóo, « dérange » les exhumations de la vallée de Cuelgamuros. « Enfin, et peut-être avec beaucoup de retard, la démocratie espagnole répond à ces victimes. »

Rodríguez a souligné qu'« un pays qui défend sa démocratie et la mémoire de ceux qui l’ont rendue possible ne peut pas continuer à rester comme si elle n’existait pas ».

Par conséquent, il a souligné qu’il ne comprenait pas pourquoi cela dérange Feijóo que « les familles espagnoles veulent que leurs morts soient enterrés où elles veulent et puissent leur apporter des fleurs quand elles le veulent », car il s’agit de « donner réponse et dignité » à toutes les victimes.

« C’est la réponse donnée par la loi de la mémoire et c’est le développement de celle-ci », a souligné la porte-parole du gouvernement sur les intentions du leader du peuple de [l’abroger s’il gouverne après les élections législatives](https://www.publico.es/politica/feijoo-asegura-derogara-ley-memoria-democratica-gana.html#analytics-noticia:contenido-enlace) du 23 juillet prochain.